

PEUT MIEUX FAIRE

## Rénovation énergétique : un succès mitigé

Le gouvernement a beau se féliciter de la réussite de MaPrimeRénov', ce dispositif ne permet pas de transformer significativement le parc résidentiel.

PAR PHILIPPINE ROBERT

**B**ouillottes, plaids et polaires. A l'approche d'un hiver qui sera marqué par une hausse de la facture d'énergie en janvier, et par d'éventuelles coupures de courant, les Français se préparent à avoir la main légère sur le chauffage et à supporter vaillamment le froid. Une situation qui sera vécue différemment en fonction de l'état de leur logement. Dans les plus de 5 millions de passoires thermiques que compte l'Hexagone, les habitants risquent de grelotter encore plus que d'habitude... Une situation qui fait bondir Danyel Dubreuil, coordinateur de l'initiative Rénovons! au sein du Cler – Réseau pour la transition énergétique. « Nous alertons les gouvernements successifs depuis 2008 sur le fait que nous n'allons pas assez vite et que nous n'avons pas la bonne approche en termes de rénovation énergétique des logements, soupirez-t-il. J'espère que la crise actuelle permettra de faire de ce sujet une priorité. »

Danyel Dubreuil n'est pas le seul à s'agacer de la situation. Associations, professionnels, experts..., tous le martèlent en chœur : la politique de rénovation énergétique des logements coûte cher – 5 milliards d'euros par an en y intégrant les subventions et la TVA à taux réduit, selon les calculs d'Unlock, une coalition réunissant Agir pour le climat, Reclaim Finance, l'Institut Rousseau, l'Association et

l'Institut négaWatt, le Shift Project, Dorémi, la Fondation Abbé-Pierre, le Cler, l'Institut Veblen – pour une efficacité plutôt limitée. La Cour des comptes vient d'ailleurs d'épingler la politique publique de rénovation énergétique des bâtiments dans un référé rendu public le 28 octobre, qui se traduit par « des résultats limités en termes de performance énergétique ».

**« Seulement 40000 rénovations performantes sont lancées chaque année »**

Un dossier pourtant défini comme prioritaire lors du quinquennat précédent. Pour atteindre son objectif de neutralité carbone en 2050, la France n'a en effet pas le choix : elle doit faire baisser les émissions de CO<sub>2</sub> de son parc résidentiel, qui représente à lui seul 12 % du total, et donc rénover ses « passoires énergétiques ». La quête de ce Graal est en grande partie passée par la transformation en 2020 du complexe crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) en MaPrimeRénov', une aide calculée en fonction du revenu et des travaux envisagés, censée simplifier les démarches des ménages et doper la

demande. Pendant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron se félicitait de la réussite du dispositif : « L'argent est bien utilisé, pour aider les ménages modestes et les classes moyennes à faire leurs travaux, pour ensuite consommer moins dans leur appartement ou leur maison. C'est du gain de pouvoir d'achat dans la durée. C'est moins d'émissions de CO<sub>2</sub>, c'est du pouvoir d'achat, et c'est moins de dépendance extérieure. »

Sur le papier, MaPrimeRénov' est en effet un succès, malgré de nombreux bugs et dysfonctionnements récemment signalés par la Défenseure des droits. Depuis le lancement du dispositif, plus d'un million de ménages ont pu en bénéficier, selon le dernier rapport de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), et plus de 4 milliards ont été dépensés pour répondre à la demande galopante des Français. « 66 % des rénovations ne se seraient pas faites sans MaPrimeRénov', et l'an dernier la consommation énergétique économisée grâce à ces travaux représente l'équivalent de celle de la ville de Lyon », souligne le ministère du Logement.

Des économies certes... mais pas suffisantes. « MaPrimeRénov', c'est du gaspillage d'argent public : en termes de réduction de la consommation et des émissions de CO<sub>2</sub>, les résultats ne sont clairement pas au rendez-vous pour atteindre la neutralité carbone en 2050 », tranche Lucas Chabalier, chargé de stratégie d'Unlock. Pour comprendre ce décalage entre le succès apparent de MaPrimeRénov' et les critiques des experts et de la société civile, il faut plonger dans la mécanique complexe d'un chantier de rénovation énergétique. « Pour être performante et obtenir le label Bâtiment basse consommation (BBC), la rénovation doit être globale : il faut d'abord travailler sur la sobriété énergétique (la qualité thermique de l'enveloppe, l'isolation, les ponts thermiques, l'étanchéité à l'air), puis éventuellement changer les équipements à l'intérieur, comme la chaudière », détaille Sébastien Lefeuvre, responsable de l'Observatoire BBC. Or les ménages qui ont bénéficié ces dernières années de MaPrimeRénov' sont loin de se lancer dans des travaux aussi importants : une grande majorité se contente de ce que les experts appellent des « monogestes », c'est-à-dire changer le système de chauffage, les fenêtres, isoler les



GETTY IMAGES/ISTOCK - L'EXPRESS

combles... ce qui ne permet pas d'atteindre des économies d'énergie et une baisse d'émission de CO<sub>2</sub> suffisantes pour la cible visée. Résultat, « seulement 40 000 rénovations performantes sont engagées chaque année, alors qu'il en faudrait au moins entre 600 000 et 700 000 pour atteindre l'objectif », note Sébastien Lefeuvre.

MaPrimeRénov' n'est pas non plus suffisante pour lever les nombreux freins qui empêchent les ménages de se lancer dans de tels chantiers. La facture est conséquente

#### Quelques chiffres



**5,2 millions** de passoires thermiques.

**12 %** des émissions de CO<sub>2</sub> sont issues du parc résidentiel.

**2,5 milliards** d'euros budgétés en 2023 pour MaPrimeRénov'.

(53 800 euros pour une maison et 19 700 euros pour un appartement, selon Unlock), et, malgré ce coup de pouce de l'Etat, le reste à charge demeure important. Les financements ne sont pas non plus évidents à trouver, les banques pouvant se montrer parfois frileuses. « Il n'y a qu'une poignée de personnes dans ce pays pour qui sortir 5 000, 10 000, 20 000 ou 50 000 euros n'est pas un problème », martèle Véronique Louwagie, députée (LR) et vice-présidente de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Les ménages les plus précaires, qui sont également ceux qui vivent dans les logements les plus énergivores, ne se bousculent donc pas pour se lancer dans des rénovations globales. « Toutes les histoires entendues

sur les malversations ou les arnaques ont aussi érodé la confiance des ménages, qui ont peur de perdre autant d'argent dans une telle opération sans garantie de résultats », complète Franziska Barnhusen, cheffe de projet à l'Institut Paris Région.

Autre frein : le retour sur investissement, qui peut prendre du temps à se matérialiser concrètement dans le portefeuille des ménages, malgré les économies d'énergie réalisées.

Les obstacles ne sont pas que financiers. Les démarches administratives sont complexes et nébuleuses pour de nombreuses personnes. La lourdeur d'un tel chantier peut parfois obliger les ménages à quitter leur domicile le temps des travaux. Surtout, ils se retrouvent à coordonner différents artisans qui interviennent chacun dans leur domaine sans avoir de compétence particulière dans la maîtrise d'ouvrage... « Il existe quelques coopératives de construction pour pallier ce problème, mais pas suffisamment, reconnaît Jean-Christophe Repon, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment. Pour des questions d'assurance, les entreprises sont plutôt réticentes à se constituer en groupement momentané d'entreprises (GME) avec une personne responsable capitaine de chantier. » Autre point noir, les copropriétés, qui ont du mal à s'engager dans de tels programmes. « Comme la décision est collective et complexe, cela ralentit la mise en route des rénovations », souligne Jean-Marc Torrollion, président de la Fédération nationale de l'immobilier.

Au ministère du Logement, qui estime « ne pas avoir à rougir des résultats de MaPrimeRénov' », on reconnaît tout de même « quelques réglages à effectuer ». Des pistes ont d'ailleurs déjà été imaginées : un prêt à taux zéro pour les bénéficiaires de la prime vient d'être lancé (permettant d'aider les ménages à financer le reste à charge), et des « accompagnateurs » vont bientôt être déployés pour aider les ménages, notamment dans le choix des artisans. Une réflexion est également menée pour accélérer les rénovations dans les copropriétés. Reste à savoir si les tensions sur les prix convaincront de plus en plus de Français de sauter le pas. Ou si, au contraire, la fonte de leur pouvoir d'achat les contraindra à renoncer face à des devis qui risquent de flamber... ✨